

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 OCTOBRE 1990

N° 193

PRIX: 4 FF

ELECTION PROCHAINE EN COTE D'IVOIRE

SOMMAIRE
AU
VERSO



LE SEUL CHOIX EFFICACE

EST CELUI DE LA LUTTE

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Mali: entrée scolaire sans enthousiasme.

Pages 4 et 5

- Rwanda: les gouvernements français et belge au secours d'un dictateur.

Pages 6, 7 et 8

- Congo: les travailleurs ont fait reculer Sassou...

Pages 9, 10 et 11

- Il y a 30 ans, les indépendances africaines.

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF
- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE

COMBAT OUVRIER
M. DUFEAL Pour le PAT
B.P.42
92114 CLICHY CEDEX

PROCHAINE ELECTION EN COTE D'IVOIRE:

LE SEUL CHOIX EFFICACE EST CELUI DE LA LUTTE

La prochaine élection présidentielle en Côte-d'Ivoire est fixée au 28 octobre. Mais avant même que cette date ne soit rendue officielle, la campagne électorale est de fait déjà ouverte depuis plusieurs mois.

C'est ainsi que le vieux dictateur, Houphouët Boigny, a organisé de nombreuses manifestations de soutien à son régime, surtout après les manifestations de colère des jeunes des quartiers pauvres et les grèves de février-mars. La consécration de la basilique de Yamoussoukro par Jean-Paul II, juste un mois avant la prochaine élection, tombait au bon moment pour que le pouvoir d'Houphouët y gagne aussi en bénédiction.

En se présentant donc, pour un septième mandat à l'issue du congrès de son parti tenu au début de ce mois, Houphouët Boigny n'a surpris personne. Ce faisant, il a simplement agacé bon nombre d'électeurs, y compris ceux de son propre parti, même s'il a pris le soin de signaler que ce sera son dernier mandat.

En plus de la candidature de Houphouët, le Front Populaire Ivoirien (FPI) est le seul à pouvoir présenter un candidat car la barre des 20 millions de francs CFA (400.000 FF) à verser comme caution serait infranchissable pour les autres partis.

Bien avant la candidature de Houphouët Boigny, le FPI a désigné en septembre dernier son dirigeant Laurent Gbagbo comme candidat à la présidence, lors de son congrès auquel il a tenu à inviter les représentants des partis socialistes français et italien, histoire de montrer non seulement qu'il est un parti respectable qui a de solides relations internationales, mais aussi qu'il est prêt à gouverner avec l'accord de l'impérialisme (notamment français) et que celui-ci n'a rien à craindre pour ses intérêts. Plusieurs mois avant son congrès, le FPI a tenu des meetings et, en collaboration avec les autres partis (le parti socialiste ivoirien, le parti ivoirien des travailleurs et l'Union des sociaux-démocrates) il a mené des campagnes de recrutement. Toujours dans le cadre de la propagande, le FPI et ces partis ont organisé une "marche pacifique pour une démocratie vraie". Cette manifestation a été réprimée et il y aurait eu selon l'opposition, au moins 5 blessés et plusieurs arrestations.

Il y a donc d'un côté le même candidat que le PDCI a invariablement présenté à l'"élection" présidentielle depuis trente ans et qui s'accroche au pouvoir, qui monopolise les médias pour sa propagande tout en utilisant l'appareil d'Etat contre les partis adverses pour les empêcher de faire la leur. De l'autre, il y a un parti, le FPI, qui est nouveau par son âge mais déjà vieux par son programme qui ne se distingue pour l'essentiel en rien de celui appliqué depuis l'indépendance par le PDCI. Les deux partis en présence s'efforcent de montrer leur différence. Mais ils ont du mal à y arriver. Car l'un et l'autre ne proposent rien. Houphouët Boigny se contente de présenter son "testament" en parlant de la paix "notre bien commun,

le testament qui est le mien, celui que je voudrais en partant du pouvoir vous laisser". Il n'a rien à proposer et de toute manière les pauvres ne doivent pas se faire trop d'illusions sur son compte. Après plus de trente ans de pouvoir sans partage, il n'a pas fait grand-chose pour eux, pourquoi le ferait-il maintenant, alors qu'il a un pied dans la tombe? Laurent Gbagbo lui, cherche à nous faire croire qu'il instaurera une "démocratie vraie" s'il arrive au pouvoir. Mais cela ne doit tromper personne. Tout "démocrate vrai" qu'il soit, il n'a pas hésité à proposer au vieux dictateur la formation d'un gouvernement de transition. Et s'il est encore dans l'opposition, c'est parce que Houphouët n'a pas répondu à ses avances et non parce qu'il incarne une autre politique.

Néanmoins, compte tenu du ras-le-bol général, compte tenu du fait que beaucoup de gens veulent que Houphouët Boigny s'en aille, certains d'entre eux peuvent exprimer ce sentiment en votant pour Laurent Gbagbo et permettre à celui-ci de faire un bon score. Cependant, il ne faut se faire aucune illusion.

La prochaine élection présidentielle ne se distingue des précédentes que par la présence de deux candidats au lieu d'un seul comme le régime ivoirien nous y a habitués depuis des décennies. Malgré cette "originalité", les résultats seront comme par le passé sans surprise. Aucun dictateur africain au pouvoir n'a perdu des élections. Il n'y a aucune raison pour que Houphouët Boigny, même sénile, fasse exception à la règle. Le truquage des élections (par le bourrage des urnes et autres procédés méprisables) étant, comme dernier recours, une vieille recette, mais toujours efficace. Le vieux dictateur sait que, dans ce cas, il prend le risque de provoquer des contestations de ces scrutins pouvant dégénérer en une agitation sociale.

En tout cas, que "le vieux" se maintienne encore au pouvoir pour quelques années ou pas, cela ne changera rien pour les populations pauvres. Même dans les pays démocratiques où les élections sont libres et "honnêtes", il n'y a jamais eu de véritables changements résultant de ces dernières. Si les travailleurs et les populations pauvres veulent améliorer leur sort, ils ont tout intérêt à compter -non sur un bulletin de vote- mais sur leurs luttes et leur capacité à s'organiser eux-mêmes.

* *

* *

* *

* *

M A L I

ENTREE SCOLAIRE SANS ENTHOUSIASME

Depuis le 1er octobre, les élèves et les professeurs ont retrouvé leurs salles sans grand enthousiasme. L'entrée scolaire est un souci supplémentaire pour les parents pauvres parce que non seulement ils doivent acheter toutes les fournitures, mais en même temps ils doivent acheter aussi des uniformes pour les enfants.

Au Mali, tous les élèves de même classe doivent porter les mêmes habits, qu'ils soient pauvres ou riches. Les parents sont obligés de casquer pour ces uniformes. Ces dits uniformes ne sont pas vendus par n'importe qui. Seule la société COMATEX a l'exclusivité de la vente des habits. Et cette société appartient à l'Etat. Donc, normalement, comme la COMATEX est une société d'Etat, ces uniformes devraient être gratuits, ainsi que les fournitures scolaires. Mais ce n'est pas du tout le cas.

Ainsi, quand le général Sékou Ly, Ministre de l'Education nationale, a été invité par la RTM (Radio Télévision Malienne) le 27 septembre, c'est-à-dire quelques jours avant la rentrée scolaire, seuls les gens qui croyaient au père Noël pouvaient penser qu'il allait annoncer des mesures allant dans ce sens là. Il s'est contenté de parler du passé, c'est-à-dire de la réforme de 1962 qui fixait comme objectif la réalisation d'un enseignement de masse et de qualité dans un minimum de temps avec le minimum de moyens.

Selon lui, cette réforme a eu des succès et des défaillances, des cadres compétents avaient été formés pour l'administration, mais les taux de scolarisation avaient plafonné à 30%. Plus loin, il a ajouté que du 30 au 24 mars 1989, les Etats généraux de l'enseignement avaient été convoqués et qu'ils avaient défini des stratégies et des orientations qui devraient permettre d'atteindre un taux de scolarisation de 50%.

Ceux qui s'attendaient à des actes concrets pour venir en aide aux familles qui ont des enfants scolarisés ont été sûrement déçus, car rien de cela n'est sorti de la bouche du ministre galonné.

R W A N D A

LES GOUVERNEMENTS FRANCAIS ET BELGE AU SECOURS D'UN DICTATEUR

Il y a, depuis 1959, à la suite des massacres des Tutsis (ethnie minoritaire) par des Hutus, plusieurs centaines de milliers de réfugiés rwandais en Ouganda, au Burundi et au Zaïre. Ils ont bien du mal à s'intégrer dans les pays d'accueil et veulent retourner au Rwanda. Mais les autorités rwandaises s'y opposent sous prétexte qu'il y a "surpopulation". C'est ainsi que certains réfugiés en Ouganda ont décidé de retourner au pays par la force.

Début octobre, environ 2000 rebelles rwandais venus de l'Ouganda ont pénétré au Rwanda et se sont attaqués à l'armée régulière du dictateur Juvenal Habyarimana au pouvoir depuis 17 ans. L'armée du dictateur, prise au dépourvu, est débordée; le régime de Kigali est menacé. Habyarimana, aux abois, implore l'aide de ses maîtres impérialistes et du despote Mobutu qui volent à son secours.

Le gouvernement français s'est dépêché pour envoyer au dictateur rwandais au moins 250

... / ...

soldats pour, dit-on, "protéger les ressortissants français" vivant dans le pays. Quelle hypocrisie! De même le gouvernement belge, quant à lui, a expédié 500 paras dans un but strictement "humanitaire"? Quel cynisme!



Mais le dictateur Mobutu, lui, ne s'est pas embarrassé de tels prétextes pour envoyer 1000 soldats zairois. Crûment, il affirme que ces soldats sont envoyés au Rwanda pour aider le régime à combattre les rebelles. Pour défendre la dictature de Habyarimana, c'est près de 2.000 soldats en tout qui ont été envoyés là-bas, sans compter le matériel de guerre.

Cette intervention massive a permis de modifier rapidement le rapport des forces en faveur du régime en place. Il y eut une répression sauvage: plusieurs centaines de rebelles et ceux qui étaient soupçonnés de la moindre sympathie à leur égard ont été tués. On parle de plus de 1.500 arrestations selon la source officielle. Pendant que les soldats de Mobutu

combattaient les rebelles aux cotés de l'armée du dictateur Habyarimana, les soldats français et belges gardent l'aéroport, les grands axes routiers et surtout les points stratégiques; ils pilotent des hélicoptères.

Par l'envoi des troupes qui rappellent que le temps des interventions armées coloniales n'est pas révolu, l'impérialisme veut maintenir son valet au pouvoir pour la simple raison qu'il n'accepte pas qu'un régime imposé par lui soit remis en cause.

C'est ainsi qu'il y a déjà eu plusieurs interventions de ce genre pour défendre des dictateurs africains. Les exemples ne manquent pas. L'impérialisme a, plusieurs fois, envoyé à des milliers de kilomètres de Paris réprimer sauvagement des populations qui se révoltaient contre les dictateurs locaux à son service. Partout en Afrique des soldats français sont intervenus: Gabon, Togo, Tchad etc; pour permettre aux valets de se maintenir au pouvoir. Dans certains pays, des bases militaires sont installées de façon permanente. De ces bases, les troupes françaises peuvent intervenir rapidement n'importe où.

Mais par toutes ces interventions, l'impérialisme accumule le mécontentement créé par la misère et la dictature, et les prochaines rébellions, les prochaines explosions de colère n'en seront que plus violentes et peut-être fatales à tous ces régimes pourris.

★

★

★

C O N G O

LES TRAVAILLEURS ONT FAIT RECULER SASSOU.

DEMAIN, ILS POURRONT RENVERSER SA DICTATURE.

Contrairement à ses prétentions et prévisions, c'est sous la pression de la rue que le dictateur congolais Sassou Nguesso vient, du moins formellement, de déclarer l'instauration du multipartisme dans le pays depuis le début de ce mois.

C'est, en effet, depuis les événements du Gabon et de la Côte d'Ivoire avec les conséquences que l'on sait que le dictateur congolais, suivant l'air du temps, a déclaré le 7 juillet vouloir engager le Congo dans "la voie du pluralisme politique". Il a affirmé que le PCT (Parti Congolais du Travail), le parti unique actuel, renoncerait à son "rôle dirigeant" et accepterait la coexistence avec d'autres partis. Mais il a refusé toute idée d'une "conférence nationale", du type de celle qui avait eu lieu au Bénin et au Gabon, et a souligné que "le pluralisme ne suivra pas une cadence imposée par les impatients". C'était clair: Sassou Nguesso voulait conduire à sa manière et à son rythme les événements pour imposer enfin la forme de multipartisme qu'il voudrait dans des conditions et au moment qu'il aurait lui-même choisis.

Mais, dès le début, ce choix s'est heurté au mécontentement d'une partie de la population, notamment des milieux de l'opposition organisée ou pas, des différentes églises et des cadres. Au sein même du PCT, des voix se sont élevées qui voulaient voir les choses aller au plus vite. Le 10 août, le Conseil oecuménique des Eglises chrétiennes du Congo, comme pour se faire le porte-parole de tous ces "impatients", a envoyé à Sassou Nguesso une lettre dans laquelle il dénonçait "l'abus du pouvoir généralisé", "la course effrénée à l'enrichissement d'une minorité de citoyens", "le tribalisme érigé en méthode de gestion", "la corruption", "la dilapidation" éhontée des fonds publics", "les polices spéciales", etc; et réclamait l'instauration immédiate du multipartisme après une "concertation nationale". Dans le même sens, des tracts ont circulé à Brazzaville, la capitale, sans toutefois faire fléchir le dictateur local.

Mais l'arrogance de Sassou Nguesso était sans compter avec la force que représentent les travailleurs dans ce pays comme ailleurs. Et ce sont eux qui allaient le faire plier, reculer et avaler son mépris. En effet, dès le mois de juillet, après que Sassou eut affirmé ses velléités pour le multipartisme, la CSC (Confédération Syndicale du Congo) en avait profité pour tenter de se débarrasser du joug du parti unique auquel elle était inféodée depuis 1964. Contre la volonté du pouvoir et de son parti unique, les dirigeants syndicalistes avaient annoncé leur intention de proclamer leur autonomie lors d'un congrès prévu ultérieurement. Mais Sassou ne l'entendait pas de cette oreille. Tenant à rester le seul maître à bord, le 25 juillet, il a, par l'intermédiaire du bureau politique du PCT, fait réaffirmer l'autorité du parti sur la Confédération Syndicale du Congo. Dès lors, un bras de fer a été engagé entre le parti et le syndicat.

Comme prévu, les syndicalistes tiennent leur congrès et dans la nuit du 10 au 11 septembre ils proclament leur autonomie par rapport au parti et exigent du pouvoir la tenue d'une conférence nationale pour l'instauration immédiate du multipartisme. La dictature de Sassou réplique par la formation d'une direction fantoche pour diriger la CSC et décide d'interrompre les assises du congrès des syndicalistes. Ces derniers rejettent la direction fantoche qu'on veut leur imposer, ne reconnaissent comme autorité que la direction du congrès (dont le président est Jean Michel Bokamba Yangouma) et appellent à la grève générale pour le jeudi 13 septembre.

Largement suivie, la grève est un succès, une réussite. Pendant deux jours,

... / ...

le Congo est paralysé et coupé du monde: les télécommunications sont neutralisées, l'électricité coupée, l'aéroport fermé, les trains immobilisés dans les gares, les bateaux ne sont plus déchargés, les usines et les banques fermées, les bureaux vidés de leurs employés, etc.

Alors, pris de panique, Sassou Nguesso met fin à sa direction syndicale fantoche, il la dissout et annule sa décision d'interrompre le congrès des syndicalistes. A l'issue d'une réunion entre leur direction et celle du parti unique, les syndicalistes, de leur côté, lancent un appel à la reprise du travail et poursuivent leur congrès jusqu'à son terme. Par ailleurs, dans le cadre de son recul face aux syndicalistes, le pouvoir a cédé sur d'autres plans en affirmant qu'à partir du 1er octobre, "toutes les associations et les partis politiques peuvent se faire enregistrer au ministère de l'Administration et du territoire".

Et depuis le succès de la grève des travailleurs, comme pour s'engouffrer dans la brèche créée par la lutte de ceux-ci, des mouvements sociaux ont simultanément éclaté dans le pays, notamment à Brazzaville et à Pointe-Noire: des grèves des chauffeurs de taxi, des distributeurs d'essence, des élèves et des lycéens, suivies parfois d'émeutes et des pillages de magasins et d'incendies de voitures. A Pointe-Noire, les émeutiers s'en sont pris aux bâtiments publics et aux propriétés de l'épouse de Sassou. Ces événements qui, à n'en pas douter, risquent de se développer, vont-ils faire fléchir définitivement le dictateur Sassou? Seul l'avenir le dira.

Mais d'ores et déjà, les travailleurs congolais ont montré qu'eux seuls tiennent dans leurs mains l'avenir de la société. Certes, le Congo est un petit pays de deux millions d'habitants. Mais -et peut-être à cause de cela-, c'est le pays le plus urbanisé de l'Afrique avec un taux situé entre 55 et 60%. Comme elle vient d'en donner la preuve, la classe ouvrière y constitue une force colossale qui peut tout bloquer et tout faire changer. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les travailleurs ont montré cela. Déjà en 1963, ce sont leurs luttes (baptisées "les trois glorieuses") qui, en trois jours, ont balayé la dictature de Fulbert Youlou avant que les militaires ne prennent la tête du mouvement populaire pour imposer leur dictature à eux.

Alors, ceux qui veulent que la situation change vraiment au Congo, ce n'est pas sur les réaménagements au sommet que tente d'opérer le dictateur Sassou qu'ils doivent compter, que cela passe par "une conférence nationale" ou pas. Le multipartisme, quel qu'en soit le processus, n'est pas la démocratie et moins encore la possibilité d'une vie meilleure pour les pauvres. Il peut très bien cohabiter avec la dictature, les inégalités, la misère, "la course effrénée à l'enrichissement d'une minorité de citoyens", "la dilapidation éhontée des fonds publics" etc. Il peut être instauré sans qu'à Bacongo, à Poto-Poto, à Makéléké et tous les quartiers populaires de Brazzaville, de Pointe-Noire ou dans les villages les conditions de vie des populations ne changent d'un iota. Le cas du Sénégal, comme celui de certains pays de l'Amérique Latine tels que le Brésil, l'Argentine, le Chili, est, en ce sens, un exemple éloquent.

Et c'est pour cela que des dictateurs comme Bongo, Houphouët et Mobutu se sont payé du multipartisme, et au fond au moindre frais, parce qu'en définitive ils savent qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre -bien au contraire!- tant que cela peut permettre d'éviter des crises profondes ou même des révolutions, d'entretenir des illusions dans la tête des gens en leur faisant croire à des possibilités de changements et de sauvegarder ainsi l'ordre social existant.

Mais, au-delà des Bongo et autres Mobutu, ces nègres de service, c'est l'impérialisme qui est le principal bénéficiaire de tous ces changements de façade. Et c'est pour ça que ce sont les Mitterrand, Bush et Thatcher qui y poussent nos dictateurs, parfois contre la volonté de ceux-ci, allant jusqu'à conditionner leur soutien financier et autres par l'instauration du multipartisme. Il y va des intérêts de leur système mondial: c'est, dans la conjoncture de crise actuelle, leur façon de chercher à éviter des explosions sociales profondes qui risqueraient de faire tache d'huile,

de s'étendre et d'entraîner tout leur édifice à la dérive. Sinon, pourquoi voudraient-ils maintenant se débarrasser des dictatures qu'ils ont imposées pendant tant d'années pour maintenir leur ordre social?

Alors oui, le multipartisme ne changera rien de fondamental dans la vie des travailleurs et des opprimés congolais. Il ne pourra qu'entretenir des illusions favorables aux privilégiés d'aujourd'hui ou ceux de demain, du genre Sassou ou ceux qui prétendent s'opposer à lui, comme les Tchikaya (ancien idéologue et censeur du PCT qui se dit aujourd'hui social-démocrate), Yhombi (ancien président et ancien membre de la direction du PCT), Bokamba-Yangouma (président de la CSC et membre du PCT) ou d'autres encore, longtemps écartés et enterrés, mais que l'on peut, pour la circonstance, exhumer comme une solution de rechange. Ce pourrait être, par exemple, le cas de Lissouba, ancien dignitaire du régime. Sassou dit que le multipartisme est pour lui "une aubaine". Et il a raison. Mais c'en sera une aussi pour tous ces gens-là qui, eux tous, ont oeuvré et participé à la construction de la dictature actuelle.

Multipartisme ou pas, les seules véritables libertés démocratiques sont celles que les opprimés eux-mêmes pourront imposer par leurs luttes. Mais pour cela, la classe ouvrière congolaise a besoin d'une organisation politique qui lui soit propre, indépendante de celle des couches privilégiées. Si on ne le fait pas, ses luttes pourront être récupérées, comme en 1963 ou tout récemment, par d'autres Ngouabi, Sassou, Tchikaya, Yhombi ou Bokamba-Yangouma et rien ne changera pour l'ensemble de la société. Par ailleurs, pour des changements fondamentaux, les grèves, la colère, l'énergie seules des travailleurs ne suffisent pas. Il faut un parti révolutionnaire. Qu'est-ce qu'une classe ouvrière sans direction, sans organisation, sans conscience de ses intérêts, de ses tâches? Alors, pour ceux qui ne veulent pas se contenter de simulacres de changement, mais veulent que la situation change réellement au Congo, notamment les intellectuels et les étudiants, leur tâche c'est de bâtir ce parti révolutionnaire, cette conscience, au moins d'en semer les germes. Il y va de l'avenir de toute la société congolaise et, au-delà, de l'Afrique et du monde.

T O G O

EXPLOSION DE COLERE A LOME

Le 5 octobre, la situation était explosive à Lomé. En effet, deux hommes accusés d'avoir distribué des tracts hostiles au gouvernement du dictateur Eyadéma passaient en justice. Des centaines de personnes se sont introduites au palais de justice et ont envahi la salle d'audience pour manifester leur mécontentement.

C'est alors que l'armée est intervenue pour les disperser en utilisant des armes automatiques. Par la suite, dans la même journée, des manifestants ont incendié six commissariats ainsi que des voitures administratives et saccagé la préfecture. Officiellement, la répression policière a fait quatre morts, trente quatre blessés et cent-soixante-dix arrestations.

Eyadéma, cet ancien sergent-chef de l'armée française du temps colonial, impose sa dictature par la force dans ce pays depuis plus de vingt ans, en maintenant l'ensemble de la population dans la misère. Dans cette période de crise, la population pauvre togolaise accepte de moins en moins cette situation de misère et de dictature. Pour l'instant, c'est la jeunesse qui montre sa colère, demain les paysans pauvres et les travailleurs s'y mettront. Alors là, les jours de la dictature d'Eyadéma seront sérieusement comptés.

IL Y A 30 ANS

LES INDEPENDANCES AFRICAINES

La plupart des pays africains, il y a 30 ans, accédaient à l'indépendance avec enthousiasme. Pour les populations africaines qui venaient de sortir de plusieurs décennies d'oppression coloniale, derrière le mot "indépendance", elles voyaient plus de libertés démocratiques et une amélioration de leurs conditions de vie. Les dirigeants africains leur disaient d'ailleurs qu'il allait y avoir un changement. L'optimisme était donc au beau fixe.

Mais dès le lendemain des indépendances, les dirigeants commençaient par annoncer la couleur de leurs régimes dictatoriaux. Tous les partis autres que les leurs ont été mis hors-la-loi. Partout, c'est l'instauration des partis uniques sous prétexte que l'existence de plusieurs partis favorisait le tribalisme, divisait le peuple et par conséquent était un obstacle à la réalisation de l'"unité nationale".

Sur le plan économique, certains dirigeants ont prétendu construire une industrie nationale afin d'arriver à une "indépendance économique". C'est ainsi que certains pays qui ont bénéficié d'importantes ressources naturelles commencent à investir un peu sur le plan de l'industrie et de l'infrastructure. C'est le cas par exemple du Nigéria, considéré comme le "géant" de l'Afrique noire et dont l'économie était basée sur le pétrole ou de la Côte d'Ivoire dont le développement économique apparent basé sur le cacao et le café a été présenté pendant des années comme un "miracle".

Mais la chute des prix des matières premières telles que le pétrole et le cacao montre que le pseudo-développement de ces pays n'était qu'une illusion. Tous ces pays dépendent de l'exportation des ressources minières ou des produits agricoles organisés dès la période coloniale en fonction des besoins de l'impérialisme. Cela montre à quel point ils dépendent de celui-ci. Cependant ce pseudo-développement, s'il a largement profité à l'impérialisme, la bourgeoisie africaine en a aussi bénéficié, même si elle n'a eu droit qu'aux miettes.

Avec l'extension du marché des produits agricoles, ces pays ont été amenés, en plus des cultures d'exportation traditionnelles, à fournir des légumes frais et des fruits exotiques pour satisfaire les nouveaux besoins des pays riches. Les populations locales manquent bien

souvent de ces produits car ils sont cultivés uniquement pour l'exportation.



D'année en année, le paysan africain doit consacrer toujours plus de temps et de terres aux cultures commerciales au détriment des cultures vivrières. De plus, il doit s'endetter pour avoir des engrais, des semences, etc.

Il résulte d'une telle politique agricole un déficit alimentaire croissant. Et pour assurer la subsistance alimentaire des populations, les pays africains sont obligés d'importer le riz, le maïs ou le blé. En 1960, l'Afrique tropicale importait 2 millions de tonnes de céréales, en 1970 6 millions et en 1980 un peu plus de 12 millions de tonnes.

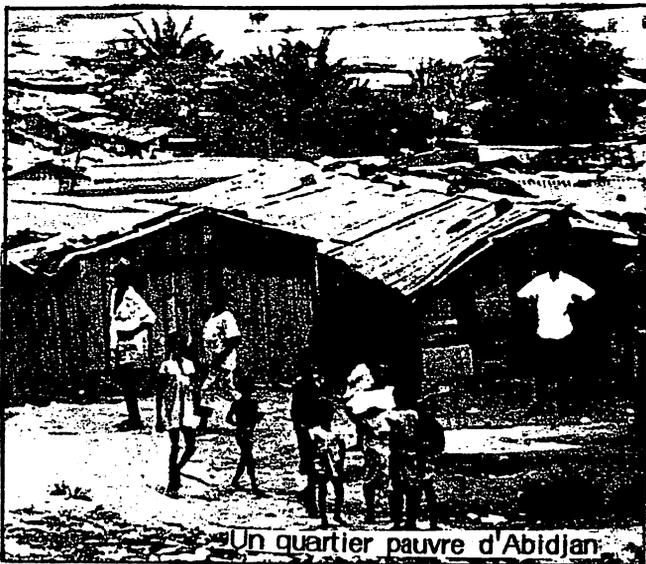
Pour ce qui est de l'industrie, il suffit de dire que le poids de l'Afrique dans la production industrielle mondiale ne représente que 1,5 %.

Qu'il s'agisse de l'importation des biens d'équipement ou de celle des denrées alimentaires, les pays africains subissent la loi du capitalisme, c'est-à-dire l'échange inégal. Entre les produits qu'ils exportent et les produits fabriqués qu'ils importent, les termes de l'échange ne cessent de se détériorer, aggravant l'inégalité qui est à la base du pillage impérialiste des pays d'Afrique. Ces

pays sont exploités, misérables et endettés jusqu'au cou. Avec la crise actuelle, l'effondrement des prix des matières premières aggrave leur endettement et entraîne leur faillite.

La dette extérieure de l'Afrique subsaharienne qui était de 152 milliards de dollars en 1984 a atteint en 1987, 218 milliards, soit presque trois fois l'équivalent des recettes d'exportation annuelle du continent. Cela veut dire qu'on se trouve dans une situation scandaleuse où c'est les pays africains (ainsi que les autres pays pauvres) qui aident les pays riches en y exportant des capitaux.

Au niveau des populations, les conséquences d'une telle situation sont désastreuses: indépendamment des grandes périodes de famine comme celle qui a sévi au Sahel en 1973 et de celle, plus récente en Ethiopie, 100 millions de personnes sont menacées de famine de façon permanente.



Un quartier pauvre d'Abidjan

La mortalité infantile reste élevée. Plus d'un enfant sur dix à l'an 2.000 mourra avant d'atteindre un an. Or les moyens de sauver ces dizaines de milliers d'enfants dont l'assassinat est froidement programmé existent et coûtent moins cher. Des maladies comme le paludisme ou la tuberculose sont parfaitement guérissables à peu de frais; mais elles continuent encore à faire des millions de victimes. Rien que l'année dernière, le paludisme aurait fait un million de morts en Afrique. Le nombre d'enfants illettrés et obligés de travailler dès l'âge de 12 ans ne cesse d'augmenter: 28% au Mozam-

bique et 30% en Tanzanie par exemple.

Si la grande majorité des populations africaines souffrent de la famine et de la misère générale, il y a une minorité de privilégiés qui vivent bien. Certains d'entre eux font des affaires dans les secteurs commerciaux, immobiliers ou les transports. D'autres s'enrichissent en se servant de l'appareil d'Etat à tous les niveaux de commande. Ils détournent une bonne partie des richesses prélevées par l'Etat pour leur propre compte.



Ministres ivoiriens au début de l'Indépendance

Les Etats nationaux permettent à la bourgeoisie nationale de s'enrichir. Mais ils servent aussi et surtout de machines d'oppression -à la tête desquelles l'impérialisme a placé ses valets- contre les populations.

Tout comme ils sont incapables de développer la prétendue économie nationale, les dirigeants africains sont incapables d'instaurer des régimes démocratiques ou de régler les questions ethniques. A cause de leur politique injuste, parfois des révoltes des minorités nationales ou ethniques éclatent, comme cela se passe actuellement en Casamance. Il arrive que ces dirigeants s'appuient sur certaines ethnies contre d'autres en attisant des hostilités inter-ethniques suscitées ou entretenues sous le colonialisme.

Les rivalités ou hostilités ethniques peuvent être exacerbées et se transformer en une véritable guerre civile comme cela s'est passé au Zaïre, au Nigéria, au Tchad, au Burundi, ou encore comme cela se passe en ce moment au Libéria. L'année dernière, il y avait 3 millions de réfugiés en Afrique à cause des guerres civiles.

L'unité nationale ou l'entente harmonieuse

entre plusieurs communautés ethniques supposent des rapports démocratiques que les nationalistes -mêmes radicaux- sont incapables d'assurer. L'unité des populations, surtout à l'échelle de l'Afrique, c'est les masses pauvres qui ont intérêt à ce qu'elle soit réalisée, parce qu'elles n'ont rien à gagner de la division actuelle du continent en de multiples petits Etats nationaux. Et puis c'est en s'unissant en tant que pauvres (par-delà les frontières) qu'elles peuvent être fortes et trouver les moyens d'améliorer leurs conditions de vie.

Pour le moment, elles sont écrasées. Mais justement l'oppression et les conditions de vie difficiles peuvent les pousser dans la voie de la révolte et les amener à prendre conscience de la nécessité de compter sur elles-mêmes, sur leur propre capacité à s'organiser et à se battre pour changer leur sort.

Ces derniers temps, dans un certain nombre de pays comme la Zambie, la Guinée, le Bénin, le Zaïre, le Sénégal et surtout le Gabon et la Côte d'Ivoire, nous avons assisté à des révoltes à la suite des mesures d'austérité que les dirigeants ont voulu imposer. Ces révoltes montrent que les populations, endormies pendant des années par l'espoir né des indépendances, sont peut-être en train de se débarrasser de leurs illusions et de leur résignation.

La faillite de l'Afrique montre qu'il n'y a aucune possibilité d'un développement réel sur une base capitaliste. Certains cherchent les causes de cette faillite ailleurs en affirmant que le problème, c'est le manque de démocratie et que le remède serait le multipartisme. Mais le Sénégal s'en sort-il mieux que les autres pays grâce à son multipartisme? D'autres prétendent que nous avons des régimes pourris et dépendants de l'impérialisme parce que les indépendances étaient octroyées et qu'il faudrait lutter pour une vraie indépendance. Mais l'Algérie qui a arraché son indépendance par la lutte armée est-elle sortie du sous-développement et dépend-elle moins des pays riches?

Non, le fond du problème est que le capitalisme dont la loi est le profit creuse un fossé de plus en plus large entre pays pauvres et pays riches et qu'il est incapable de satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité (la faim, l'eau potable, des logements décents...) alors que les richesses sont suffisamment abondantes pour y faire face. Il faut donc détruire le capitalisme et arracher des mains de la minorité les usines, les banques et les richesses afin de bâtir une nouvelle société basée sur une juste répartition des biens.

Mais cela est une tâche que seuls les travailleurs et les masses exploitées des pays pauvres et riches peuvent réaliser. A condition qu'ils aient une organisation indépendante et leur propre programme politique.

* *

* *

* *

* *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.